

sentiment national au Canada fut inévitable à un moment où le nationalisme exerce son emprise sur tous les pays du monde. Le sentiment qui s'est développé chez nous est plus justifiable et plus durable qu'il ne l'est dans plusieurs autres pays. Il n'est pas fondé sur un désir d'expansion ou de vengeance. La moitié du continent que nous occupons est assez vaste pour fournir toutes les ressources nécessaires à l'édification d'une grande nation. Il est évident que les différentes parties éparses de notre vaste dominion ne peuvent être unies entre elles que par le lien d'un patriotisme canadien convaincu et bien marqué. Un sentiment national profond, dominant tous les autres, n'est pas un luxe au Canada, c'est une nécessité. Sans son existence, notre pays ne saurait exister lui-même. Un Canada divisé ne peut être que de bien peu d'utilité pour un pays quelconque et encore moins pour lui-même. Ce sentiment national a trouvé sa formule politique dans la croissance constante de son autonomie, d'abord au pays même, plus tard dans les affaires extérieures. Il a résisté aux attaques répétées du marasme économique et des divergences locales auxquelles la crise donne une importance temporaire. Nous sommes et nous resterons des Canadiens, dévoués, avant tout et toujours, aux intérêts du Canada; mais des Canadiens, je l'espère, capables de comprendre, pour l'avenir aussi bien que pour le moment présent, ce que les intérêts du Canada exigent d'eux.

Dans plusieurs cas, sinon invariablement, la croissance de ce sentiment national a affermi le désir d'une politique que ses apôtres appellent "la politique qui consiste à se mêler de ses propres affaires" et que ses adversaires appellent une politique d'isolement. Admettant, nous dit-on, que les Canadiens, comme les citoyens des autres nations, placent leurs intérêts au premier rang, que réclament donc nos intérêts, quelles expéditions chevaleresques nos ressources nous permettent-elles d'entreprendre à l'étranger? Le Canada, prétend-on, n'est pas un pays aux pouvoirs illimités; il ne peut pas résister indéfiniment à un trop grand effort. Nous avons une tâche énorme à accomplir chez nous, celle de fournir des logements aux Canadiens, de prendre soin des vieillards et des impotents, de soulager la misère due à la sécheresse et au chômage, de construire des routes, de faire face à l'énorme fardeau de la dette nationale, de préparer la défense du Canada et d'élever notre niveau de vie et de civilisation dans la mesure que nous le permettent nos connaissances actuelles. Nous n'aurons pas trop de nos propres ressources pour ces fins; nous devons donc, dans une mesure plus ou moins

[Le très hon. Mackenzie King.]

grande, choisir entre vaquer aux affaires de notre pays et essayer de sauver l'Europe et l'Asie. Bien des gens tiennent pour un cauchemar et une pure folie l'idée que notre pays devrait, tous les vingt ans, automatiquement et tout naturellement participer à une guerre outre-mer pour la défense de la démocratie ou pour assurer la souveraineté d'autres petites nations, ou qu'un pays dont toutes les énergies doivent être employées à sa propre administration devrait être tenu de sauver, à certaines époques fixes, un continent qui ne peut se tirer d'affaire lui-même, et cela au prix de la vie de ses propres habitants, en s'exposant à la faillite et à la désunion politique.

Un autre élément d'ordre permanent vient de la situation que nous occupons dans l'Amérique du Nord, et particulièrement de notre voisinage des Etats-Unis. Au point de vue géographique, cette situation n'a pas changé au cours des trente ou quarante dernières années, mais l'importance que nous y attachons n'est plus la même. Nous nous rappelons tous qu'il fut un temps où les différends se produisaient plus souvent que les marques d'amitié, où le souvenir d'anciennes querelles, des discussions entre les deux pays au sujet des questions de tarif, de frontières ou de pêcheries, de même que notre position de colonie sans responsabilités, ainsi que les malentendus et les intérêts de classes qui abondaient aux Etats-Unis, nous empêchaient d'être les bons voisins que nous aurions dû être. Depuis une trentaine d'années, depuis dix ans surtout, il s'est produit sous ce rapport un changement considérable et reconfortant. Nous en sommes venus à mieux nous connaître. Les relations personnelles se sont accrues, grâce aux échanges commerciaux, au tourisme, à la presse et à la radio. Les relations officielles ont pris de l'extension par suite de l'ouverture de légations et de visites des membres des divers gouvernements. L'évolution du monde extérieur a placé dans leur juste perspective nos divergences occasionnelles et légères, de même que les intérêts supérieurs et permanents que nous avons en commun. Elle nous a permis d'interpréter dans un sens plus large l'intérêt particulier.

Nous avons examiné longuement, au cours de la session actuelle, comme nous l'avions fait lors de la première session de la présente législature, une des manifestations les plus remarquables et les plus pratiques de ce nouvel état d'esprit; je veux parler du nouvel accord commercial avec les Etats-Unis. Je me contenterai de dire de cette œuvre qu'elle marque l'un des principaux objectifs de notre politique étrangère et qu'elle constitue une contribu-